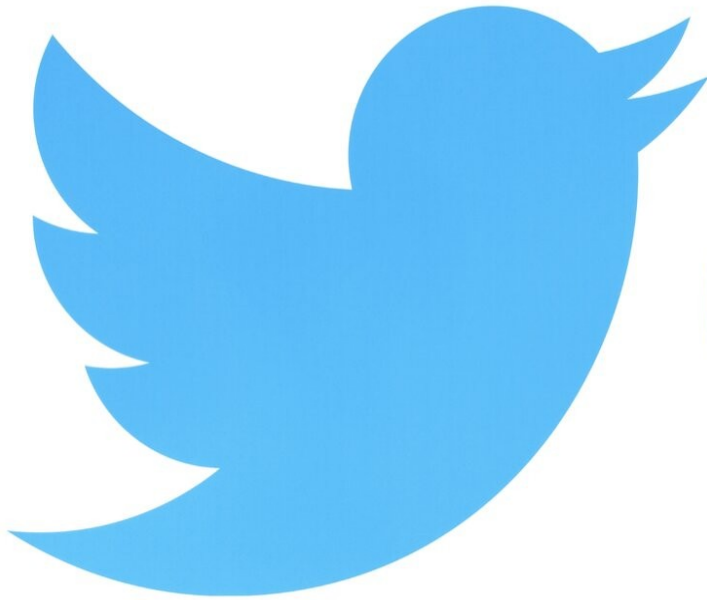


Le «deux poids, deux mesures» de Twitter

Le 22 Décembre 2022 par Eli Clifton <https://responsiblestatecraft.org/2022/12/22/how-twitter-hid-us-military-info-ops-from-the-public/>



Twitter et CENTCOM (Shutterstock/rvlsoft)

Voilà comment Twitter a caché au public les opérations d'information de l'armée américaine. Les récents « fichiers » publiés par Elon Musk, nouveau PDG du géant des médias sociaux, révèlent l'existence de deux poids, deux mesures dans la dénonciation des programmes secrets soutenus par le gouvernement.

Des courriels provenant de ce que l'on appelle les «Twitter Files» - des communications internes partagées avec Lee Fang de *The Intercept* (<https://theintercept.com/2022/12/20/twitter-dod-us-military-accounts/>) ainsi qu'avec d'autres journalistes suite à l'achat de la plateforme de médias sociaux par Elon Musk - révèlent que l'entreprise avait connaissance d'une opération d'information liée à l'armée américaine et qu'elle n'a pas reconnu publiquement l'opération ni fait preuve de transparence envers le grand public après sa découverte.

Cela semble être une violation claire des principes de Twitter concernant les opérations d'information liées à l'État, tels qu'énoncés par l'ancien responsable de la confiance et de la sécurité de Twitter, Yoel Roth, en 2019. En effet, à partir de 2018 (https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2021/disclosing-state-linked-information-operations-we-ve-removed), Twitter s'est fait un point d'honneur de divulguer les détails des comptes, et le contenu de leurs tweets, lorsqu'ils étaient identifiés comme faisant partie d'opérations d'information liées au gouvernement,

Voici ce qu'écrit Roth, dans une déclaration de principes qui est toujours publiée sur le site web de Twitter (https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/information-ops-on-twitter): Nous pensons que Twitter a pour responsabilité de protéger l'intégrité de la communication publique, notamment en divulguant en temps utile les informations sur des tentatives de manipulation de Twitter pour influencer les élections et autres débats citoyens par des entités étrangères ou nationales soutenues par des États. Nous pensons que la transparence permet de mieux informer le public et la communauté des chercheurs.

Dans son article publié mardi 20 Décembre, Fang détaille comment Twitter a «placé sur liste blanche» - une fonction qui permettait aux comptes d'être immunisés contre les mécanismes de détection de Twitter visant à limiter la visibilité des comptes impliqués dans les spams ou les abus - une liste de comptes fournie par le Commandement central américain en 2017. Il s'agissait de comptes dont les activités étaient les suivantes: vanter la précision des frappes de drones au Yémen, promouvoir les milices soutenues par les États-Unis en Syrie et diffuser des messages anti-iraniens en Irak.

Un responsable du CENTCOM [Commandement central américain responsable des opérations militaires des États-Unis au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud, NdT] a promis que ces comptes seraient labellisés «comptes en

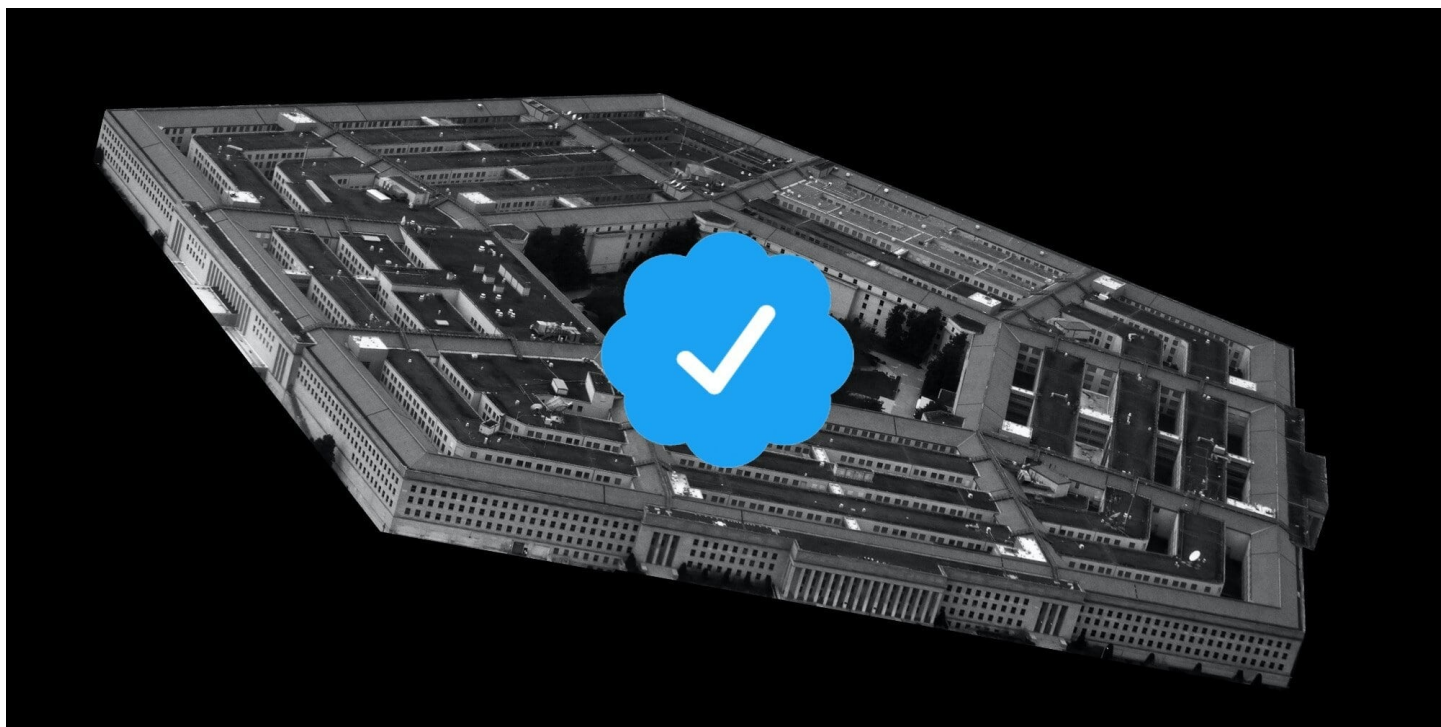
langue arabe attribués par le gouvernement américain et tweetant sur des questions de sécurité pertinentes», mais de nombreux comptes ont ensuite supprimé ces divulgations et dissimulé leur affiliation avec le gouvernement américain après que Twitter leur ait accordé le statut spécial.

Au fil des ans, certains de ces comptes ont été supprimés tandis que d'autres, comme celui-ci (https://twitter.com/Justice_ar), selon Fang, continuent de fonctionner sans que leur affiliation au gouvernement américain ne soit précisée.

Fang, citant des courriels internes de Twitter, a trouvé nombre d'exemples dans lesquels les cadres supérieurs de Twitter semblent avoir été parfaitement au courant que les comptes liés au gouvernement étaient toujours opérationnels et, dans au moins certains cas, ont agi en violation des règles de l'entreprise quant à la manipulation de la plate-forme.

Toute autre ambiguïté, ainsi que les inquiétudes concernant une éventuelle situation embarrassante résultant d'une opération d'information liée au gouvernement américain sur Twitter, auraient dû prendre fin en août dernier lorsque le Stanford Internet Observatory (SIO) a publié un [rapport](#) présentant des preuves solides que le CENTCOM était impliqué dans la création et l'exploitation d'une série de comptes non déclarés liés au gouvernement. «Les courriers électroniques obtenus par *The Intercept* montrent que la création d'au moins un de ces comptes était directement rattachée au Pentagone», rapporte Fang.

Mais même après que le rapport du SIO ait fait grand bruit dans les médias, Twitter n'a jamais dévoilé cette opération d'information dirigée par le CENTCOM sur sa page consacrée à la divulgation des opérations d'information liées à l'État sur la plate-forme de médias sociaux. D'ailleurs, alors que Twitter a mis en lumière des opérations de communication (<https://transparency.twitter.com/en/reports/moderation-research.html>) liées à des États menées par la Russie, l'Iran, le Bangladesh, le Venezuela, l'Espagne, la Chine, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Équateur, le Ghana, le Nigeria, la Serbie, le Honduras, l'Indonésie, la Turquie, la Thaïlande, Cuba, l'Arménie et la Tanzanie, aucune opération de communication liée au gouvernement américain n'a été rendue publique.



Pentagone (Photo Illustration: The Intercept/Getty Images)

Roth, l'ancien responsable de la confiance et de la sécurité, n'a pas répondu aux questions concernant les raisons pour lesquelles les comptes liés au gouvernement américain n'ont jamais été rendus publics, même après que des chercheurs de Stanford aient révélé au moins un des comptes que Twitter savait être un compte non déclaré lié au CENTCOM.

Ray Serrato, ancien membre de l'équipe chargée de la sécurité et de l'intégrité de Twitter, a déclaré à *Responsible Statecraft* que «cette activité a été révélée aux partenaires de recherche - tels que SIO et Graphika, dont les travaux ont été relayés par les médias, selon les critères énoncés dans le billet de blog public ici», en fournissant un lien vers un billet de blog expliquant comment des chercheurs extérieurs ont reçu des ensembles de données comprenant «des campagnes de manipulation de plateformes provenant des Amériques, de l'Asie, de l'Asie-Pacifique (APAC), de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (EMEA), et de l'Afrique subsaharienne (ASS)».

Serrato n'a pas répondu aux questions visant à savoir pourquoi Twitter, bien qu'ayant révélé des données sur «cette activité» à des partenaires de recherche, n'a pas ajouté les comptes liés au CENTCOM à la liste de Twitter des opérations déclarées de communication liées aux États.

Twitter, sous la nouvelle direction de Musk, ne semble pas avoir pris de mesures plus significatives pour lutter contre la manipulation de la plate-forme due au gouvernement américain. Aucune opération liée au gouvernement américain n'a

été ajoutée à la liste de Twitter des opérations d'influence commanditées par le gouvernement et, comme l'a noté Fang, au moins un des comptes liés au CENTCOM, bien qu'il ne fournisse aucune information sur ses liens avec le gouvernement américain, est toujours actif.

Curieusement, la nouvelle direction semble suivre le modèle établi par les dirigeants précédents: elle partage des informations sur les opérations d'influence avec des sources extérieures mais ne reconnaît pas officiellement les opérations d'influences menée par le gouvernement américain, ne prend pas de mesures pour les fermer ou ne déclare pas la portée ou la teneur de la manipulation de la plate-forme.

Pour sa part, Musk est sous pression pour générer des profits à partir de Twitter après avoir acheté la société pour 44 milliards de dollars et pourrait être de plus en plus dépendant de ses entreprises plus rentables, telles que SpaceX, afin de pouvoir rembourser la dette liée à l'acquisition de Twitter. Cela pourrait mettre Musk dans la position inconfortable d'avoir à décider s'il doit divulguer les opérations d'influence commanditées par le gouvernement américain sur Twitter, alors que le gouvernement américain est l'un des plus gros clients (<https://www.nasa.gov/feature/nasa-awards-spacex-more-crew-flights-to-space-station/>) de SpaceX.

Bien que les «Twitter Files» aient fait apparaître une relation de copinage embarrassante entre les dirigeants de Twitter et les responsables du CENTCOM, on ne sait toujours pas comment le nouveau propriétaire de Twitter entend traiter les opérations d'influence du gouvernement américain en cours sur la plate-forme et comment il répondra à l'avenir aux demandes de régime spécial émanant du ministère de la Défense.

Twitter n'a pas répondu aux questions visant à savoir s'il allait suspendre les comptes liés à l'opération d'influence du CENTCOM ou divulguer publiquement le rôle du gouvernement américain dans la manipulation de la plateforme de la même manière que les opérations d'influence liées à des gouvernements étrangers ont été divulguées par la société.